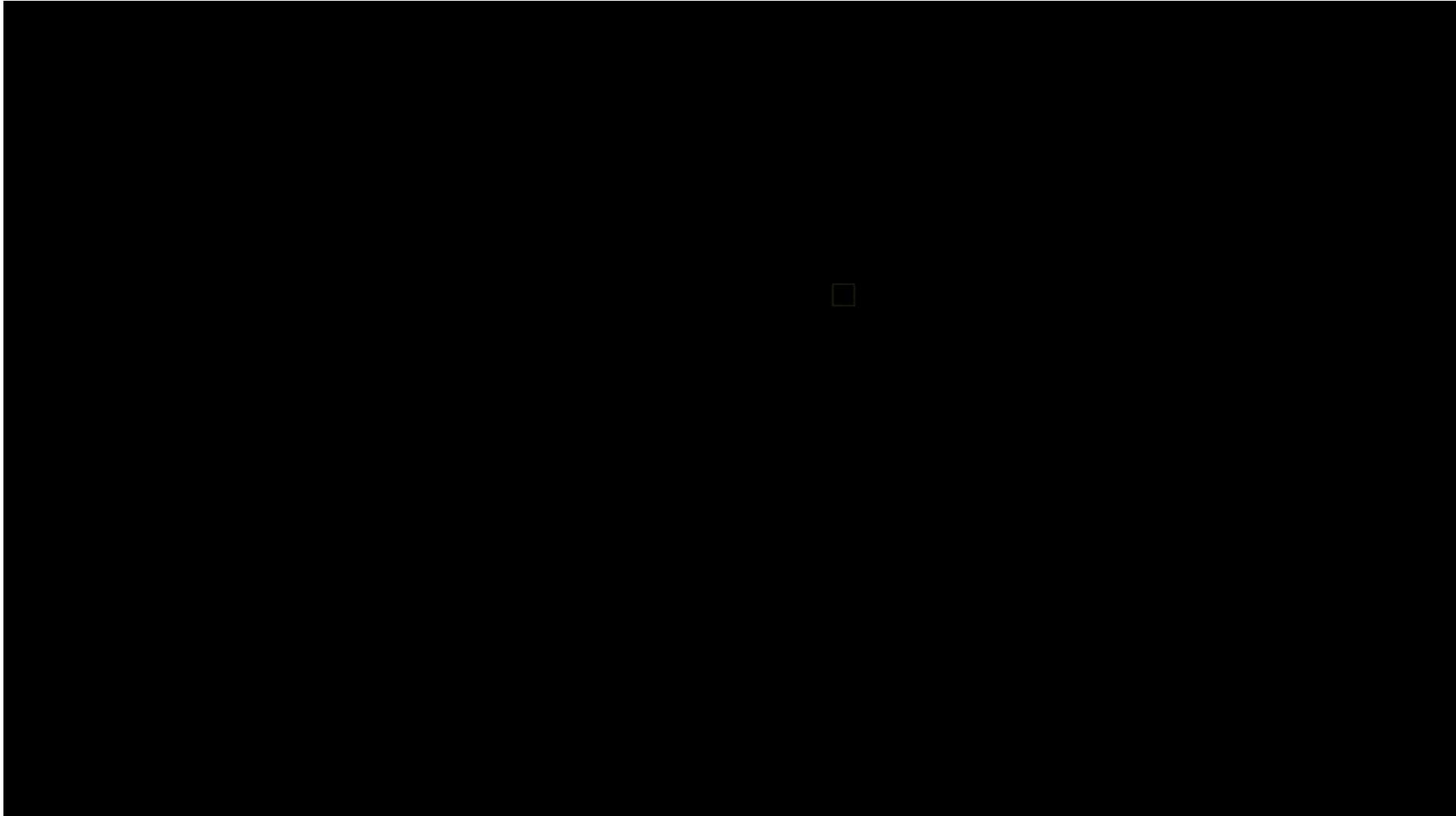


Rapport de synthèse des groupes de travail thématiques

Pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire en Corse



Vidéo – L'ESS, le visage d'une économie humaine



4 GROUPES DE TRAVAIL

GT 1 : L'ESS en faveur de la clause sociale dans la commande publique

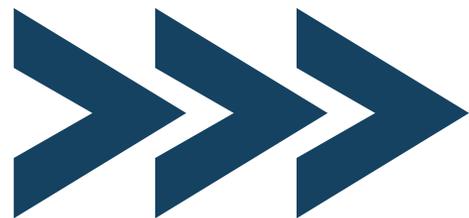
GT 2 : Quand l'économie circulaire est sociale et solidaire

GT 3 : L'ESS en faveur d'une alimentation durable : comment reprendre le contrôle de son assiette avec les circuits courts alimentaires ?

GT 4 : L'ESS en faveur de la mobilité durable et inclusive

« L'objectif est d'aboutir à un ensemble de propositions concrètes, opérationnelles et réalistes »

Gilles SIMEONI, le 17 février 2020



GT #1 - L'ESS en faveur de la clause sociale dans la commande publique

GT #1 - L'ESS en faveur de la clause sociale dans la commande publique

Co-pilotage :

Sylvie NICOLAI

Direction de la Commande Publique
Collectivité de Corse

Jean-Michel MINICONI

Directeur de la Chambre Régionale de
l'Économie Sociale et Solidaire de Corse

Nombre de participants :

+ 18

Qu'est-ce que la clause sociale ?

La clause sociale est un dispositif juridique qui permet d'intégrer des considérations liées à la lutte contre le chômage et les exclusions dans les appels d'offres publics.

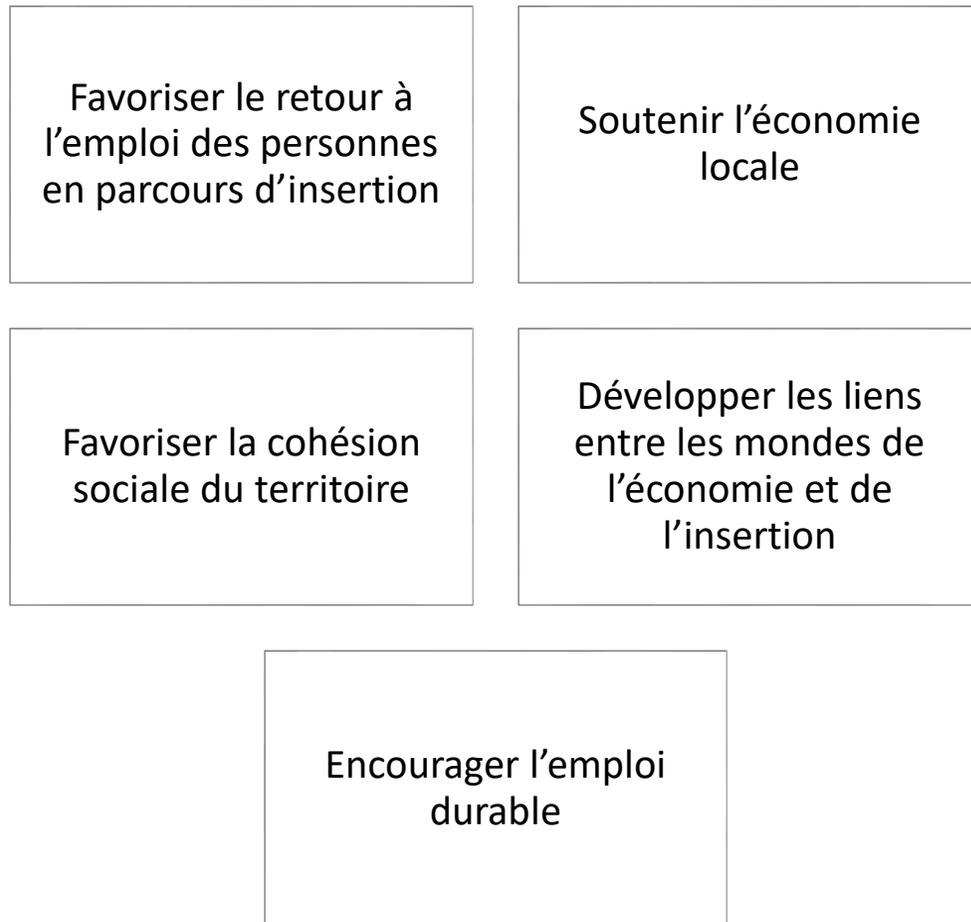


Il s'agit d'utiliser la commande publique pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

A retenir :

Via ce dispositif, la commande publique agit comme un levier en faveur de l'insertion

Quel est l'intérêt pour un acheteur public d'utiliser la clause sociale ?



Contexte en Corse

Taux de chômage important supérieur d'environ 10% à la moyenne nationale.

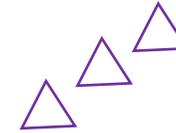
Elle représente un outil pour agir en faveur de la lutte contre la pauvreté.

La clause sociale a d'ailleurs été préconisée dans le « plan de lutte contre la pauvreté et la précarité » approuvé par l'Assemblée de Corse.

Comment ça marche ?



Entreprise



L'entreprise attributaire est tenue de réserver des heures de travail à des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles



Recourir à de l'embauche directe de personnes éloignées du marché du travail

Faire appel à de l'intérim d'insertion

Faire appel à une structure d'insertion en sous-traitance ou co-traitance

Les opportunités

LE TISSU LOCAL :

+ 30 structures d'insertion

Savoirs faire

Nombreux secteur d'activités couverts

L'arrivée d'une facilitatrice (Directe de Corse)

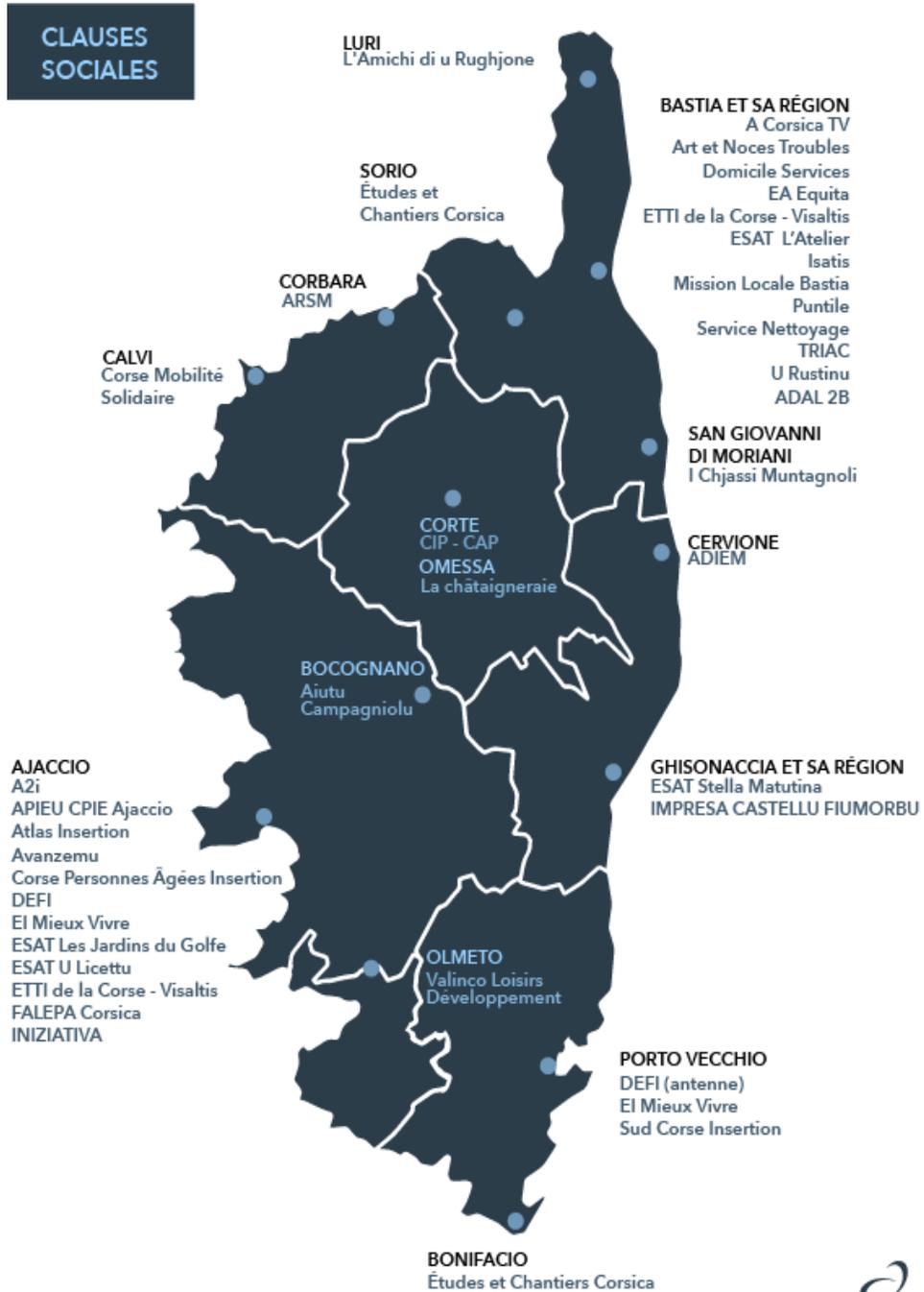
UNE VOLONTÉ POLITIQUE

Au niveau de la Collectivité de Corse, la mise en place d'un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement Responsable (art. 13, Loi ESS)

Dans lequel se déclinera un Small Business Act qui vise à promouvoir la croissance des PME/TPE locales en leur facilitant l'accès à la commande publique

Cartographie des acteurs de l'ESS agissant pour l'insertion des publics en difficultés

31
structures



Exemples de secteurs d'activités couverts :



Entretien des espaces verts



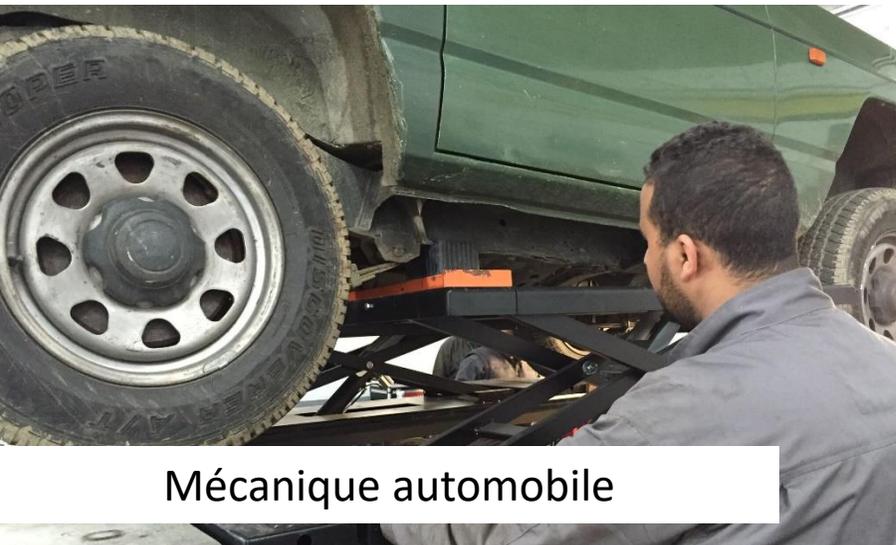
Patrimoine



BTP



Intérim d'insertion



Mécanique automobile



Recyclage



Second oeuvre

Faire la promotion
de la clause sociale
auprès des
donneurs d'ordre
public

Faire la promotion
des activités
portées par les
acteurs de
l'insertion

Orientations

Développer le volume des marchés intégrant des clauses sociales

Inciter les donneurs d'ordre publics à engager des actions/politiques en faveur de l'insertion au travers des marchés publics

Accroître de la visibilité des clauses

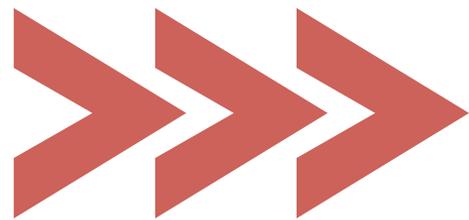
Renforcer la capacité de réponse des structures d'insertion

Créer du lien et de la transversalité entre les acheteurs, les structures d'insertion et les entreprises

En faisant la promotion des activités portées par les structures d'insertion par l'activité économique

Résultats : proposition de 6 fiches action

- ❖ Action 1 : Intégrer les critères sociaux dans la politique globale des achats publics de la Collectivité de Corse
- ❖ Action 2 : Partager les données en matière de clauses sociales et de marchés publics
- ❖ Action 3 : Mobiliser les structures de l'insertion par l'activité économique et entreprises adaptées
- ❖ Action 4 : Constituer une « task force dédiée à la clause sociale et marchés réservés » et mettre en place une organisation partenariale avec des relais territoriaux et le/la facilitateur.trice
- ❖ Action 5 : Créer une cellule d'observation des critères sociaux dans la commande publique
- ❖ Action 6 : Organiser une journée territoriale d'échanges sur l'intégration des critères sociaux dans la commande publique



GT #2 - Quand l'économie circulaire est sociale et solidaire

GT #2 - Quand l'économie circulaire est sociale et solidaire

Co-pilotage :

Marilyne ANTONETTI

Chargée d'affaires

Agence de Développement Économique de la Corse

Rose-Marie REBOUT

Chargée de mission Émergence & Création

Fabrique à Initiatives - ACCESS

Corse Active Pour l'Initiative

En lien avec l'Office de l'Environnement de la Corse

Nombre de participants :

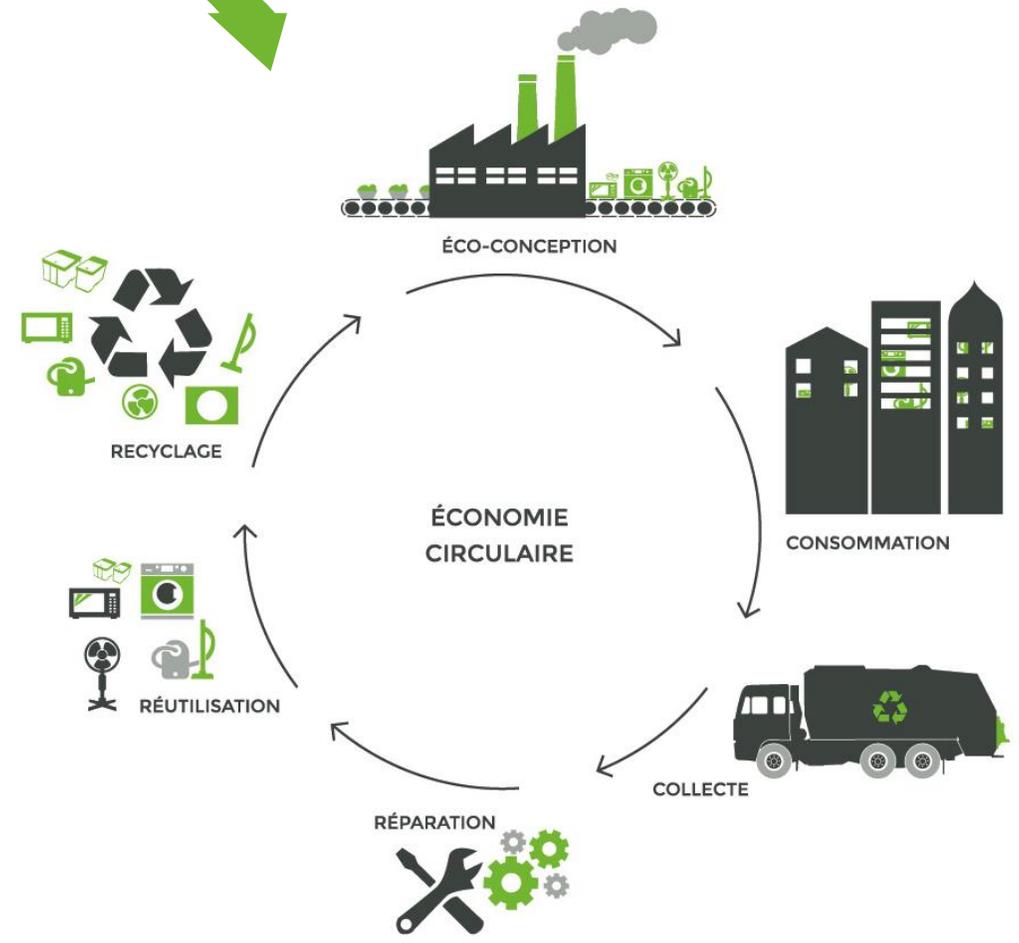
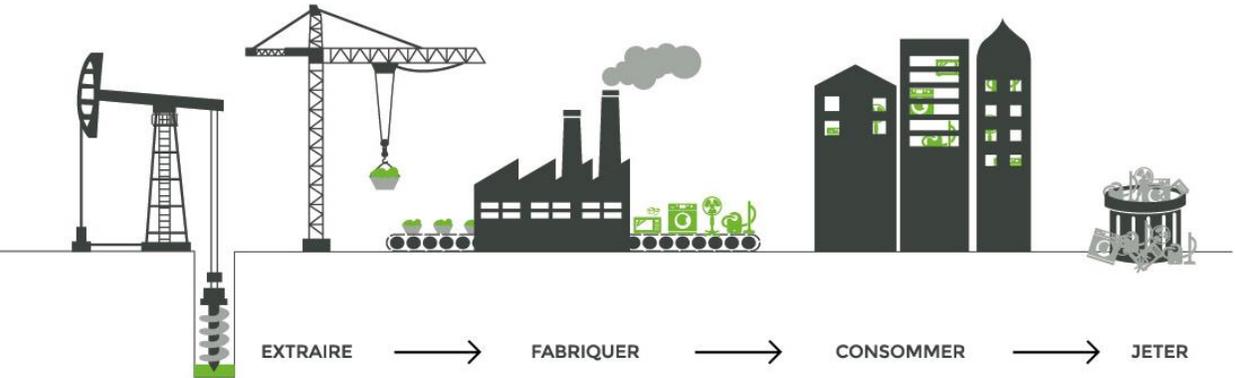
16

Qu'est-ce que l'Economie circulaire ?

C'est **Un concept économique** qui a pour objectif de **produire des biens et des services de manière durable**, en limitant la consommation et le gaspillage des ressources ainsi que la production de déchets.

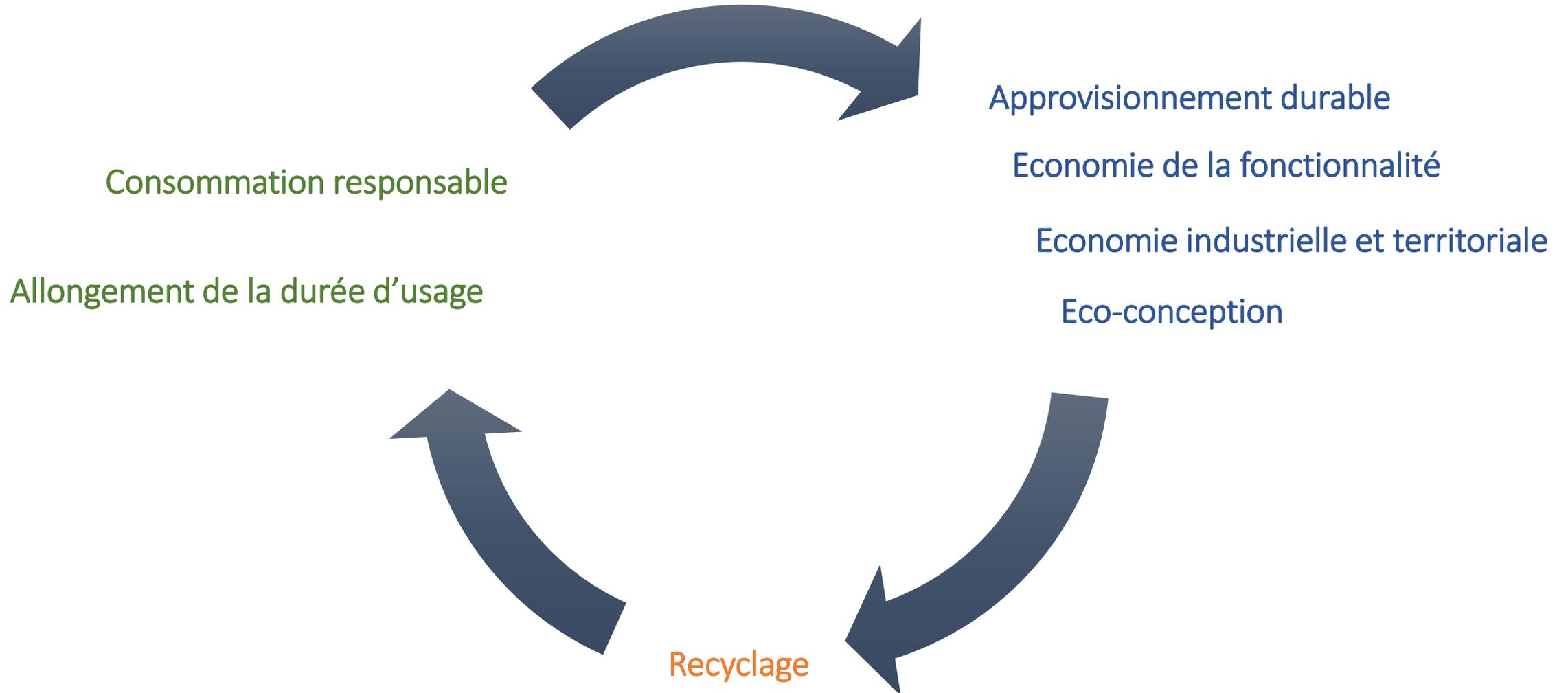


ÉCONOMIE LINÉAIRE



L'enjeu : rompre avec le modèle de l'économie linéaire pour un modèle d'économie fondé sur le principe du recyclage et de la limitation de production de déchets.

L'Économie circulaire : 3 domaines, 7 piliers



L'Économie circulaire : un cadre législatif avec des objectifs structurants

- Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015



La transition vers une économie circulaire devient un objectif national et un des piliers du développement durable (code de l'environnement, article L.110-1).

- Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire du 10 février 2020
=> des outils, des obligations et des interdictions

Le développement de l'Economie circulaire en Corse

Un engagement fort



Direction régionale
de Corse

- ✓ Une Feuille de route dédiée au développement de l'EC
- ✓ Un Plan territorial d'Action pour l'Economie Circulaire (PTAEC)
intégré au Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD)

ESS & Economie circulaire, une histoire ancienne et des valeurs communes

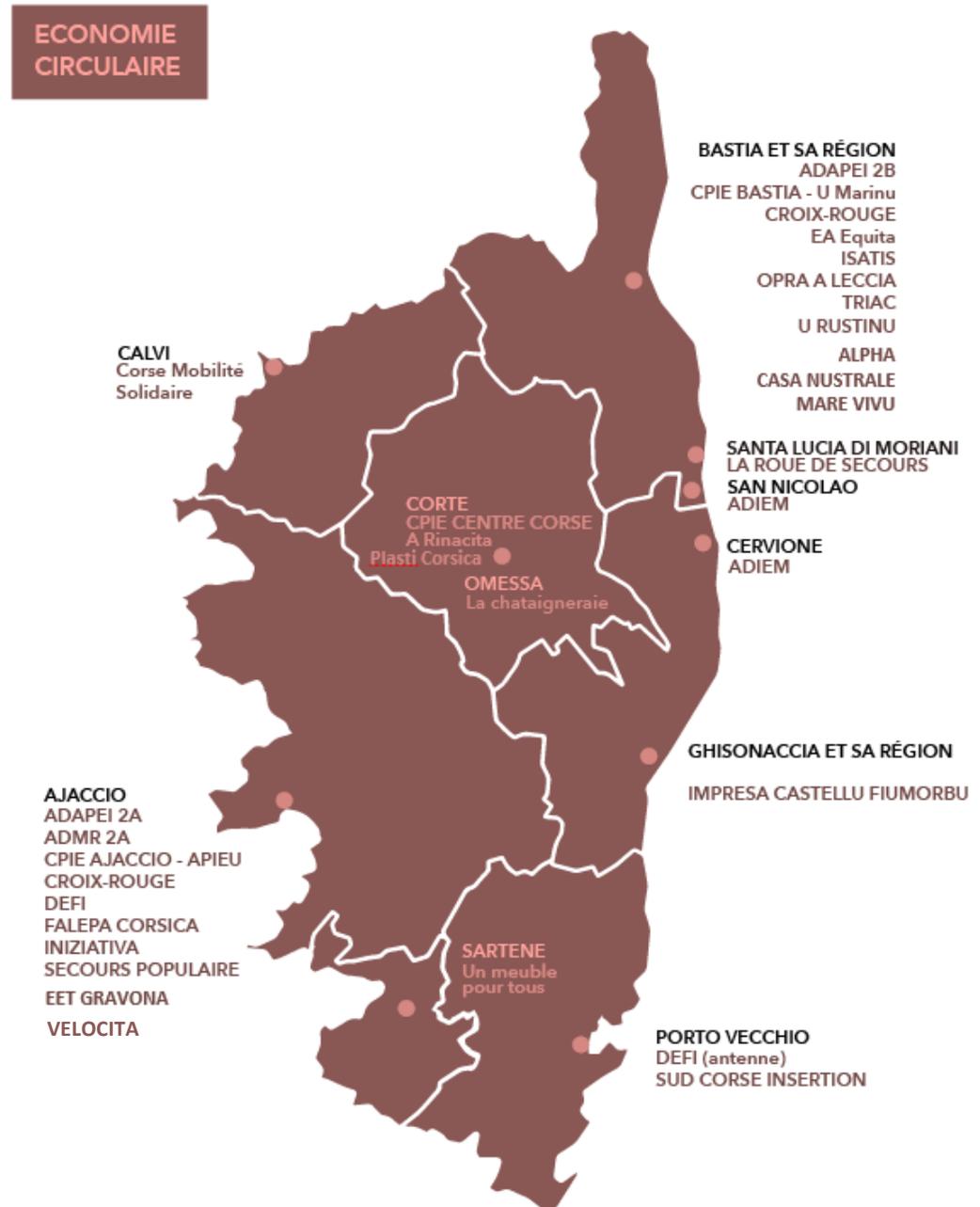
- Une mobilisation ancienne sur le réemploi, la réutilisation et le recyclage de biens en fin de vie.
- Des valeurs communes : inclusion, parité, coopération, innovation, ...
- Des projets qui associent des finalités économiques, environnementales et sociales

ESS & Economie circulaire: Analyse SWOT, un diagnostic positif

- Une **prise de conscience** unanime
- L'**insularité** comme un atout pour l'**innovation** et l'**expérimentation**
- Des **acteurs de l'ESS** nombreux, fortement investis, prêts à capitaliser leurs expériences et à mutualiser leurs compétences
- Des **projets variés** et de réelles stratégies de développement
- Des **besoins exprimés** par les acteurs (ingénierie, technique, financier, foncier, etc.).
- Des **réponses** apportées par la **dynamique actuelle** ainsi que par les **actions** qui seront mises en œuvre.

Cartographie des acteurs de l'ESS portant des activités en lien avec l'économie circulaire

31
structures



Méthodologie de travail

- Une trentaine d'acteurs de l'ESS mobilisés pour un travail collaboratif et concerté
- Une diversité de projets mais des piliers de l'Economie circulaire peu ou pas encore investis
- Des problématiques mises à jour
- Des pistes d'outils et des moyens d'actions
- Des besoins en termes d'accompagnement et de communication

11 fiches Actions construites sur la base de 14 fiches Projets remontées par les acteurs de l'ESS œuvrant dans l'EC

ÉCONOMIE CIRCULAIRE		ACTIONS	PROJETS	
			projets	idées
Gestion des déchets	Recyclage (matière et organique)	Recyclage matière	*Recyclage Plastique (PlastiCorsica)	*Recyclage Mégots (Ville de Bastia)
				*Recyclage Plastique (Mare Vivu)
Offre des acteurs économiques	Approvisionnement durable	(Voir GT3)		
	Ecologie industrielle et territoriale	Mise en synergie des acteurs du territoire	*Création d'un Centre Ressource (EET Gravona)	
	Economie de la fonctionnalité	Promouvoir l'éco-conception et l'économie de la fonctionnalité avec les fablab solidaires et l'Up-cycling	* Repair Café (CMS)	
	Eco-conception		*Box Bouées (SCI)	
Demande et comportements des consommateurs	Consommation Responsable Achat, Consommation collaborative, Utilisation	Sensibilisation à la consommation responsable	*Université populaire (OPRA)	
			*Théâtre (OPRA)	
	Allongement de la durée d'usage Réemploi, réparation, réutilisation	Favoriser l'essaiimage des recycleries	*Recyclerie TLC ménagers, matériel de puériculture, vaisselle, etc. (OPRA)	
			* Recyclerie TLC, matériel informatique (Alpha)	
		Création de recycleries sectorielles	*Recyclerie Matériel médical (ADMIR)	*Recycleries BTP / professionnels
				*Recyclerie Bois (E2C)
		Développement de recycleries itinérantes	*Recycleries mobiles (SCI)	*Recycleries mobiles (OPRA)
		Favoriser la remise en état et le réemploi des vélos	*Maison du vélo (Un vélo, une vie)	
Création d'un réseau des recycleries /ressourceries et d'une marque (ADEME/CRESS Corsica)				

COMMUNICATION
*Réalisation d'une cartographie évolutive des structures de l'ESS
*Développement de l'application numérique A SCELTA et mise en synergie avec l'ensemble des partenaires (FP SCELTA D'AVVENE)
*Création d'un espace dédié aux structures de l'ESS sur la plateforme régionale collaborative de l'EC
*Promotion des acteurs de l'ESS œuvrant dans l'EC
⇒ Organiser d'événements : la journée du Réemploi et de la Réparation
⇒ Campagne de communication et de promotion sur : le Réemploi

ACCOMPAGNEMENT
*Accompagnement interne (ARACT)
*Accompagnement externe (CRESS CORSICA)
*Accompagnement technique et financier (OEC – ADEME – CAPI) Financement participatif (Move)
*Aide au montage de projet (OEC – ADEME - CAPI - CRESS CORSICA)
*Expérimentation de démarches innovantes
*Favoriser la coopération entre structures de l'ESS et le secteur marchand
*Favoriser l'accès à l'immobilier et au foncier pour les structures de l'ESS

- **Action 1:** Création d'un espace dédié aux structures de l'ESS sur la plateforme régionale de l'Economie circulaire
- **Action 2:** Promotion / Communication des acteurs de l'ESS œuvrant dans l'Économie circulaire

*Objectif:
Accroître la
visibilité et la
structuration
des acteurs
de l'ESS
œuvrant dans
l'Economie
circulaire*



- **Action 3:** Favoriser les projets de recyclage matière

*Objectif:
Economiser
les ressources
et Réduire la
quantité de
déchets*

Recyclage
des plastiques



- **Action 4:** Sensibiliser à une consommation responsable

*Objectif:
Sensibiliser à
une
consommation
responsable*

Université populaire
de l'Économie Circulaire



- **Action 5:** Essaimage des recycleries

*Objectif: Favoriser
une dynamique
environnementale
sur l'ensemble du
territoire*

Des Recycleries
sur tout
le territoire



- Action 6: Développement des recycleries itinérantes

*Objectif:
Améliorer
l'accessibilité
aux recycleries*

Des Recycleries
accessibles
à tous



- Action 7: Création de recycleries sectorielles

Objectif: Créer de nouvelles filières de valorisation économique

Une recyclerie de matériel médical et paramédical



- **Action 8:** Remise en état et réemploi des vélos

*Objectif:
Favoriser la
réparation et
le réemploi des
vélos*

Une recyclerie
pour les vélos



- **Action 9:** Création d'un réseau des ressourceries labellisées

*Objectif:
fédérer et
structurer les
Ressourceries /
Recycleries sur
le territoire*

Un réseau local
des ressourceries
et une marque



- **Action 10:** Créer un centre de ressources pour l'Écologie Économique de Territoire (EET)

Objectif: Optimiser l'utilisation des ressources en s'inspirant des écosystèmes

Un Centre de ressources pour les acteurs du territoire



- **Action 11:** Promouvoir l'écoconception et l'économie de la fonctionnalité

Objectif: Créer de la valeur à partir des déchets collectés en produisant des nouveaux objets

Recyclage de bouées en accessoires



- **Action 11:** Promouvoir l'éco-conception et l'économie de la fonctionnalité

Objectif: Créer de la valeur à partir des déchets collectés en produisant des nouveaux objets

Recyclage de banderoles en accessoires



- **Action 11:** Promouvoir l'éco-conception et l'économie de la fonctionnalité

*Objectif:
Repenser le
cycle de vie du
produit*

Réparation et Réemploi
de matériel
informatique



- **Action 11:** Promouvoir l'écoconception et l'économie de la fonctionnalité

Objectif: Lutter contre l'obsolescence programmée grâce à la réparation

Réparer
et réutiliser

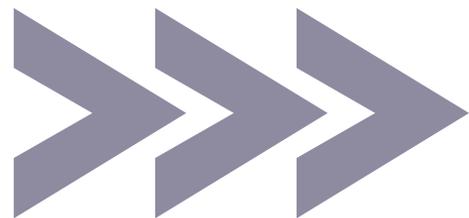


Conclusion : ESS et Economie circulaire, une réalité en Corse



Une économie à développer et à pérenniser





GT #3 - L'ESS en faveur d'une
alimentation durable : comment
reprendre le contrôle de son assiette avec les
circuits courts alimentaires ?

L'ESS en faveur d'une alimentation durable : comment reprendre le contrôle de son assiette avec les circuits courts alimentaires ?

Co-pilotage :

Sibylle ALLEMAND

Una Lenza d'Annacquà, Drivulinu.com

Cindy MONTOYA

Chargée de mission

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Corse

En lien avec la DRAAF

Nombre de participants :

23

Définition Alimentation Durable

C'est une alimentation viable sur le plan économique et social, qui préserve l'environnement, la santé et la diversité culturelle.

NUTRITION / SANTÉ

*nutritionnement adéquate,
saine et sûre*

ENVIRONNEMENT

*protectrice et respectueuse
de la biodiversité et
des écosystèmes*

ALIMENTATION DURABLE



SOCIO-CULTUREL

*culturellement
acceptable*

SOCIO-ÉCONOMIQUE

*économiquement viable,
accessible et abordable*

Définition Circuits courts alimentaires

Circuits courts

Circuit de commercialisation qui comporte au plus 1 intermédiaire.

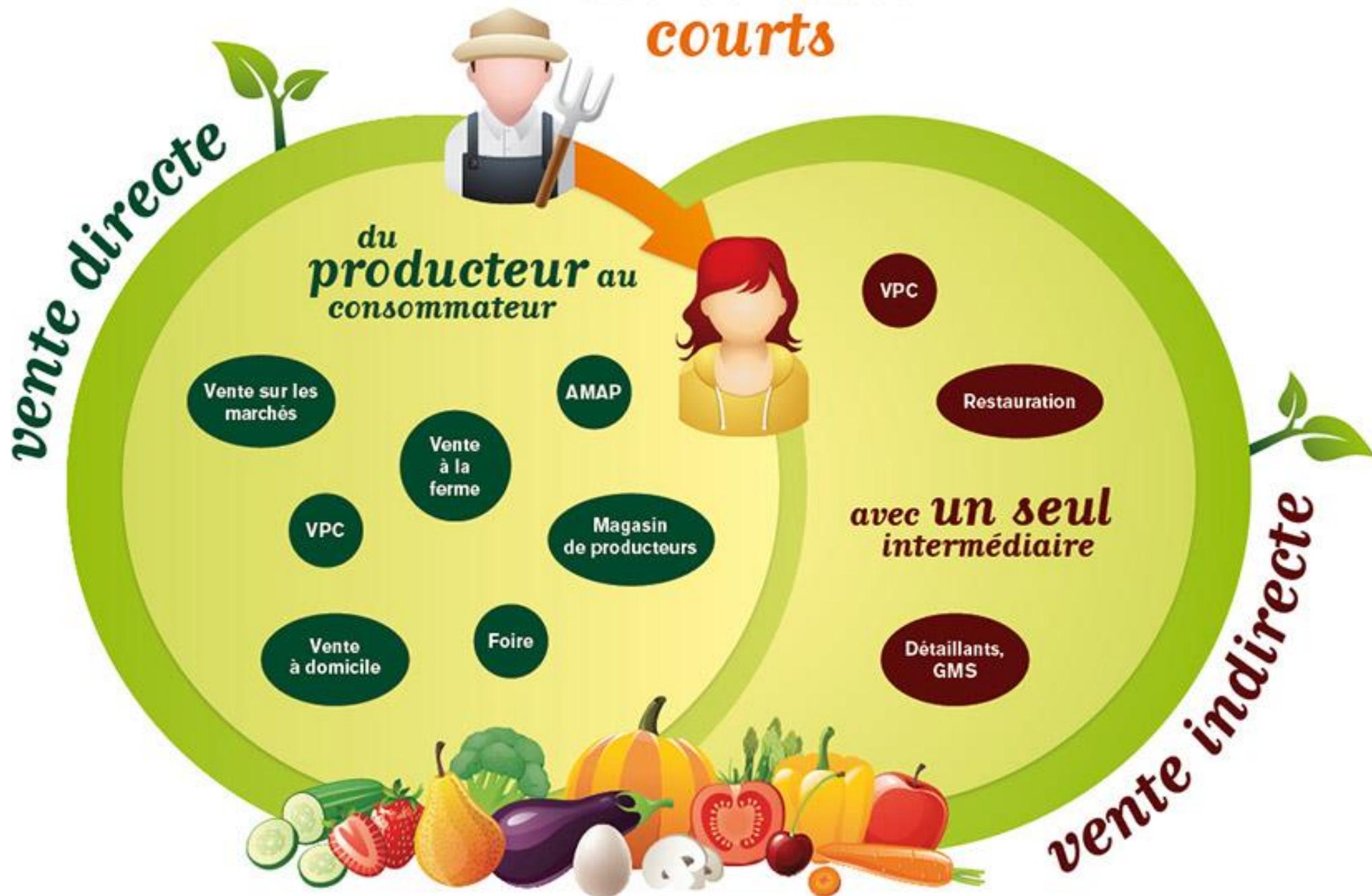
Circuit court n'est pas synonyme d'approvisionnement local.

Vente directe

Mode de commercialisation sans intermédiaire ,
du producteur au consommateur :

vente à la ferme, marchés & foires, magasins de producteurs, drive de producteurs, AMAP.

les circuits courts

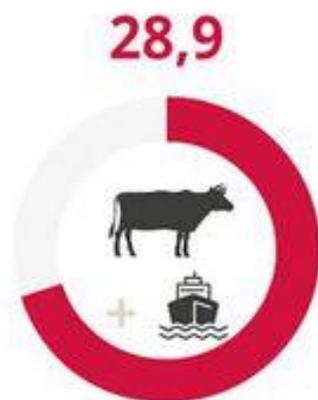


L'alimentation est un enjeu majeur

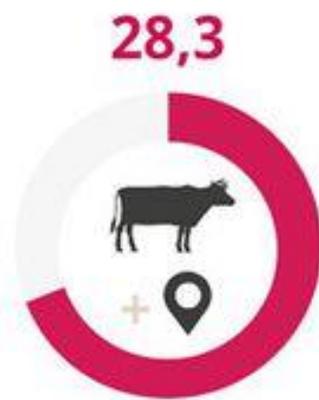
lié

- Au contexte démographique : les besoins alimentaires vont doubler d'ici 2050 avec des changements de régime alimentaire
- Aux changements climatiques et nécessaire réduction de l'empreinte écologique humaine; l'impact carbone de l'alimentation représente 25% de l'impact carbone global de l'activité humaine

Empreinte carbone en kg CO₂e par kg d'aliment (source : ADEME)



Bœuf ou veau
d'Amérique du Sud



Bœuf ou veau
local



Poisson



Porc



Poulet

Etiquetable



Céréales
et légumineuses



Tomate française
hors-saison
(sous serre chauffée)



Banane
guadeloupéenne
(bateau)



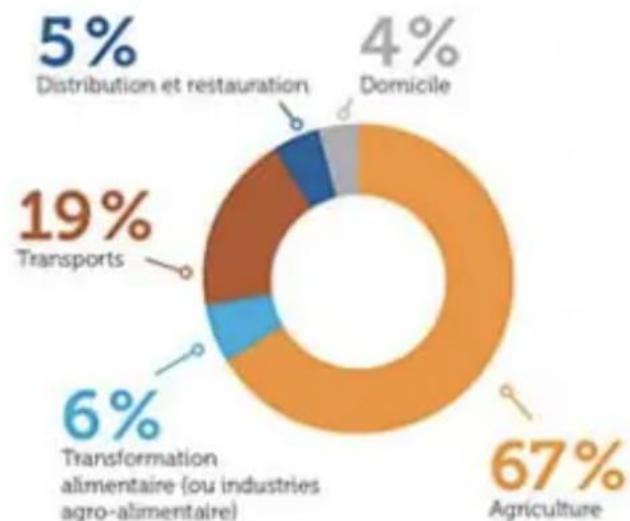
Tomate
espagnole
(camion)



Tomate locale
de saison

EMPREINTE CARBONE

> **Au total** : Les émissions de gaz à effet de serre issues de l'alimentation des ménages en France s'élèvent à 163 Millions de tonnes équivalent CO₂, soit **1/4 de l'empreinte carbone des ménages en France** (en 2012).



POUR EN SAVOIR PLUS

> Consultez l'étude

« L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France »

Auteurs : Carine BARBIER – CIRED, Christian COUTURIER – SOLAGRO, Prabodh POUROUCHOTTAMIN – EDF R&D, Jean-Michel CAYLA – EDF R&D, Marie SILVESTRE – FIRE, Gilles BILLEN – METIS-UMPC, Ivan PHARABOD – PhiLabs. Avec le soutien de l'ADEME et du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

L'impact environnemental de notre alimentation

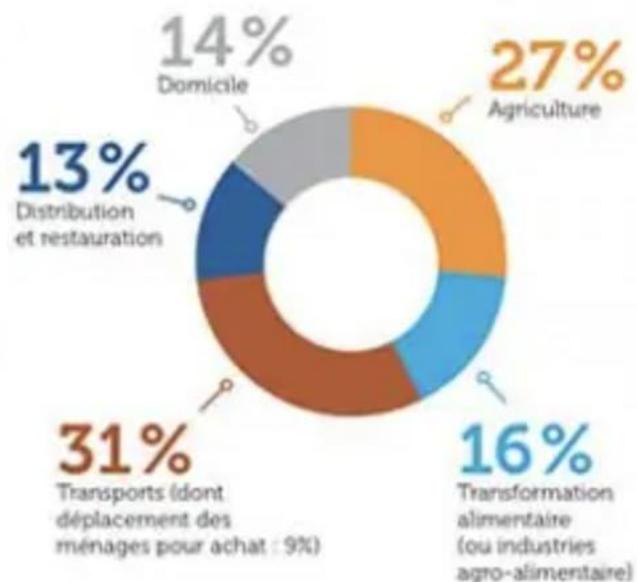
EMPREINTE ÉNERGÉTIQUE

> **Au total :**

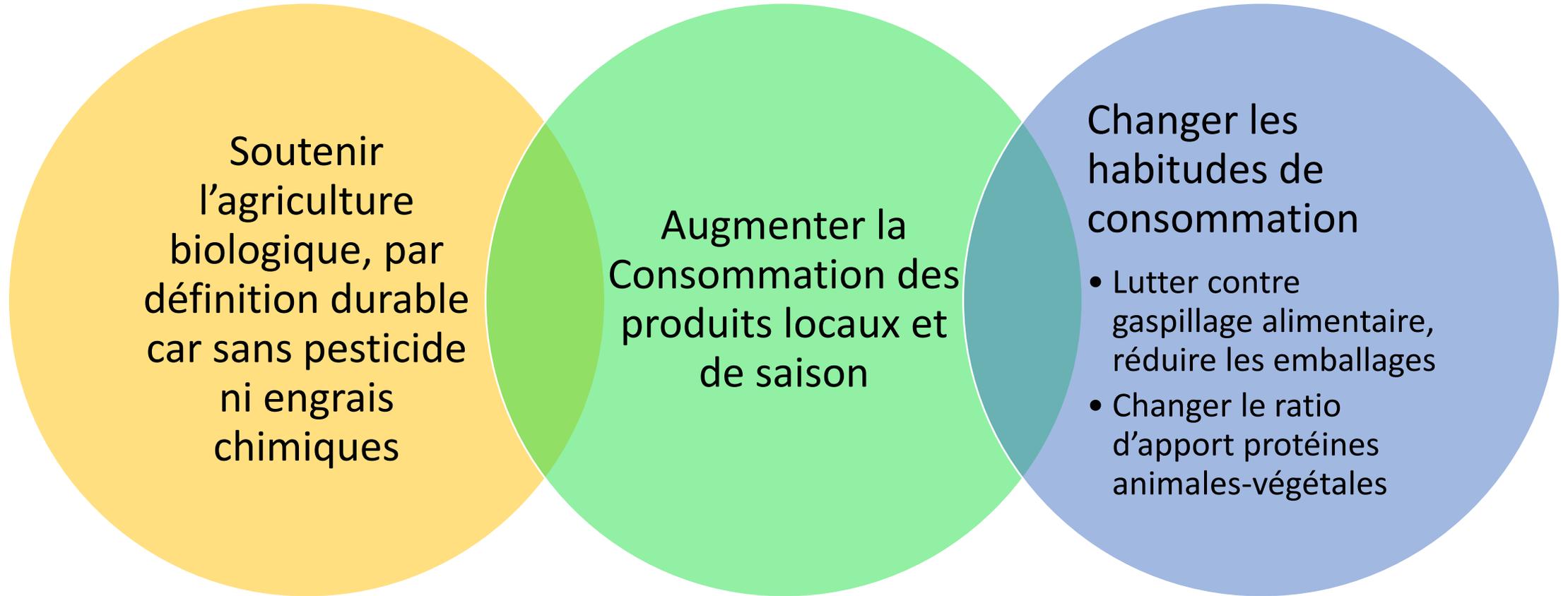
La consommation globale d'énergie liée à l'alimentation est de

367 TWh

soit l'équivalent de 23% de l'énergie finale consommée par les français.



Pour une alimentation plus durable



LOI POUR L'ÉQUILIBRE DES RELATIONS COMMERCIALES DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE ET UNE ALIMENTATION Saine ET DURABLE

Permettre aux agriculteurs d'avoir un revenu digne
en répartissant mieux la valeur



Dispositif
de **construction du prix**
à partir des coûts
de production
et des prix de marché.



Mission des Interprofessions :
élaborer des « **indicateurs
de référence** » des coûts
de production et des
indicateurs de marché.



**Relèvement du seuil
de revente à perte de 10%**
sur les denrées alimentaires
et encadrement
des promotions.

Améliorer les conditions sanitaires
et environnementales de production



**Interdiction
des néonicotinoïdes**
et produits à mode
d'action identique
pour protéger
la biodiversité
et les abeilles.



**Séparation
des activités de vente
et de conseil
des produits
phytosanitaires,**
interdiction des rabais,
remises et ristournes.



**Suspension
de l'utilisation
de dioxyde de titane**
dans les produits
alimentaires.



**Protection
des riverains**
à proximité des zones
de traitement
phytos.

Renforcer le bien-être animal



**Extension du délit
de maltraitance
animale** en élevage
aux activités de
transport et d'abattage.
**Doublement des
peines** qui passent
à 1 an de prison et
15 000 € d'amende.



Possibilité pour
les associations de
protection animale
de se **porter
partie civile.**



Désignation
d'un **responsable
de la protection
animale** dans
chaque abattoir.
Tout employé
acquiert un statut de
lanceur d'alerte.



Expérimentation
de la **vidéo-
surveillance**
dans les
**abattoirs
volontaires.**



Interdiction
de mise en
production de tout
bâtiment d'élevage
nouveau ou
réaménagé de
**poules pondeuses
en cages.**

Favoriser une alimentation saine,
sûre et durable pour tous



**50% de produits
sous signes de qualité
et d'origine** (dont
minimum 20% bio) dans
la restauration collective
publique en 2022.



**Intensification de la lutte
contre le gaspillage
alimentaire :** dons étendus
à la restauration collective
et à l'industrie
agroalimentaire.



Possibilité d'emporter
les aliments ou
**boissons non
consommés** sur place
dans les restaurants et
les débits de boissons.

Réduire l'utilisation du plastique
dans le domaine alimentaire



**Interdiction des contenants
alimentaires** de cuisson,
de réchauffe et de service
en plastique en restauration
collective des collectivités
locales en 2025.



**Interdiction des touillettes
et pailles en plastique**
dans la restauration, la vente
à emporter, les cantines et les
commerces alimentaires en 2020.



**Interdiction
des bouteilles d'eau
en plastique**
dans les cantines
scolaires en 2020.

LOI « Egalim » issue des Etats
Généraux de l'alimentation:

La loi Agriculture et Alimentation
votée le 2/10/2018 [loi pour
l'équilibre des relations
commerciales dans le secteur
agricole et alimentaire et une
alimentation saine, durable et
accessible à tous](#)

Covid-19 : mise à l'épreuve des systèmes alimentaires : quelle résilience en Corse?

Autonomie alimentaire et sécurisation
de l'accès à la nourriture

Problématiques sous-jacentes

Accessibilité du
foncier

Capacité de
productions (volume de l'offre)

Offre maraîchère
d'hiver

Traçabilité de la qualité

Visibilité de l'offre

Rôle des producteurs
locaux

Cartographie des acteurs de l'ESS portant des activités en lien avec l'alimentation durable

+35
structures



DETAILS DES CATEGORIES DE STRUCTURES

Et données chiffrées à ajouter

FRCA : combien de scop

Nb de Producteurs (non mentionnés !) : combien en Corse?

Nb de Marchés de producteurs

Nb de Drive de Producteurs

Etc. A COMPLETER D'ICI LUNDI

Mettre en valeurs les initiatives vente directe collective : Drivulinu, A robba paesana



*Achetez en direct des produits
de qualité au juste prix*

Cumpreti à l'accorta è à bon pattu

Rejoignez-nous

Commander mon panier

Parmi un trésor de 23 propositions, à ce stade 6 Fiches Action et 2 Fiches Projet :

Liste des Fiches Action du GT #3

- ❖ Soutenir la création de légumeries
- ❖ Créer des conciergeries rurales/conciergeries de territoire
- ❖ Essaimer les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) et faire du PAT un levier de développement de l'économie sociale et solidaire
- ❖ Mettre en réseau les porteurs d'initiatives liées aux PAT/SAT (systèmes alimentaires territoriaux)
- ❖ Alimentation locale durable et solidaire
- ❖ Coordonner l'émergence d'une restauration collective de qualité et durable

Liste des Fiches Projet du GT #3

- Les jardins en permaculture du Guadelou
- Former les aides à domicile pour améliorer l'alimentation de la personne âgée au domicile

Action FA1 GT3 : Soutenir la création de légumeries



Intermédiaire facilitateur
nécessaire pour la
restauration collective

Potentiel création emploi,
IAE

Lien avec clause sociale +
simplificateur pour appels
d'offres

Action FA2 GT3 : Créer des conciergeries de territoire

NOUVEAU!

**Vous êtes débordés?
Besoin de quelque chose ?**

**Testez les services
de la conciergerie !**



ALA RESCOUSS'
SERVICE DE PROXIMITÉ, TEMPS LIBÉRÉ.

conciergerie@figeacteurs.fr
06.87.23.55.22

ALA RESCOUSS' **gère pour vous**
(à partir de 5€ la course*)
*sur la base de 25€/h + Frais kilométriques au delà de 10 km.

- 🚗 Révision de votre véhicule dépassée depuis 3 mois ?
Services mécaniques et automobiles
(entretien, contrôle technique)
- 👕 Le costume du dernier mariage attend désespérément qu'on le nettoie ?
Pressing - Repassage - Blanchisserie
- 🏡 Votre jardin ressemble à une friche ?
Services à domicile
(jardinage, assistance administrative, ménage, garde d'enfants...)
- 🏃 Cadeau de dernière minute pour l'anniversaire de belle-maman ?
Petites courses express en ville
- ✉ Ce courrier que vous devez expédier en recommandé mais qui traîne dans la cuisine ?
Livraison* et relais colis
- 📦 Ce tas de bois qu'on vient de vous livrer et qu'il faut ranger ?
Coup de main
(déménagement, montage de meubles...)
- 🔑 Vous n'êtes pas sur place et vous voulez faire gérer votre résidence secondaire ?
Gestion locative
(état des lieux, remise de clés)

... Votre besoin ne figure pas dans cette liste?

Comment ça marche ?
Contactez votre conciergerie par téléphone pour une demande sur mesure.
La conciergerie A LA RESCOUSS' travaille avec un réseau de prestataires locaux et issus de l'économie sociale et solidaire.

Contactez nous!

Adhésion gratuite pendant l'expérimentation !

Ce service est en cours d'expérimentation, aidez-nous à constituer notre offre.

Un dispositif porté par Figeacteurs et le club d'entreprises Mode d'Emplois :
conciergerie@figeacteurs.fr / 06 87 23 55 22 / 05 65 34 99 87

Services de proximité,
mise en réseau

Services marchands et
non marchands

Maintien d'activités
économiques dans la
ruralité, animation
territoriale

Action FA3 GT3 : Essaimer les Projets Alimentaires Territoriaux

QU'EST-CE QU'UN PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL ?

SIX DOMAINES D'INTERVENTION

- Économie alimentaire
- Culturel et gastronomie
- Nutrition et santé
- Accessibilité sociale
- Environnement
- Urbanisme et aménagement du territoire

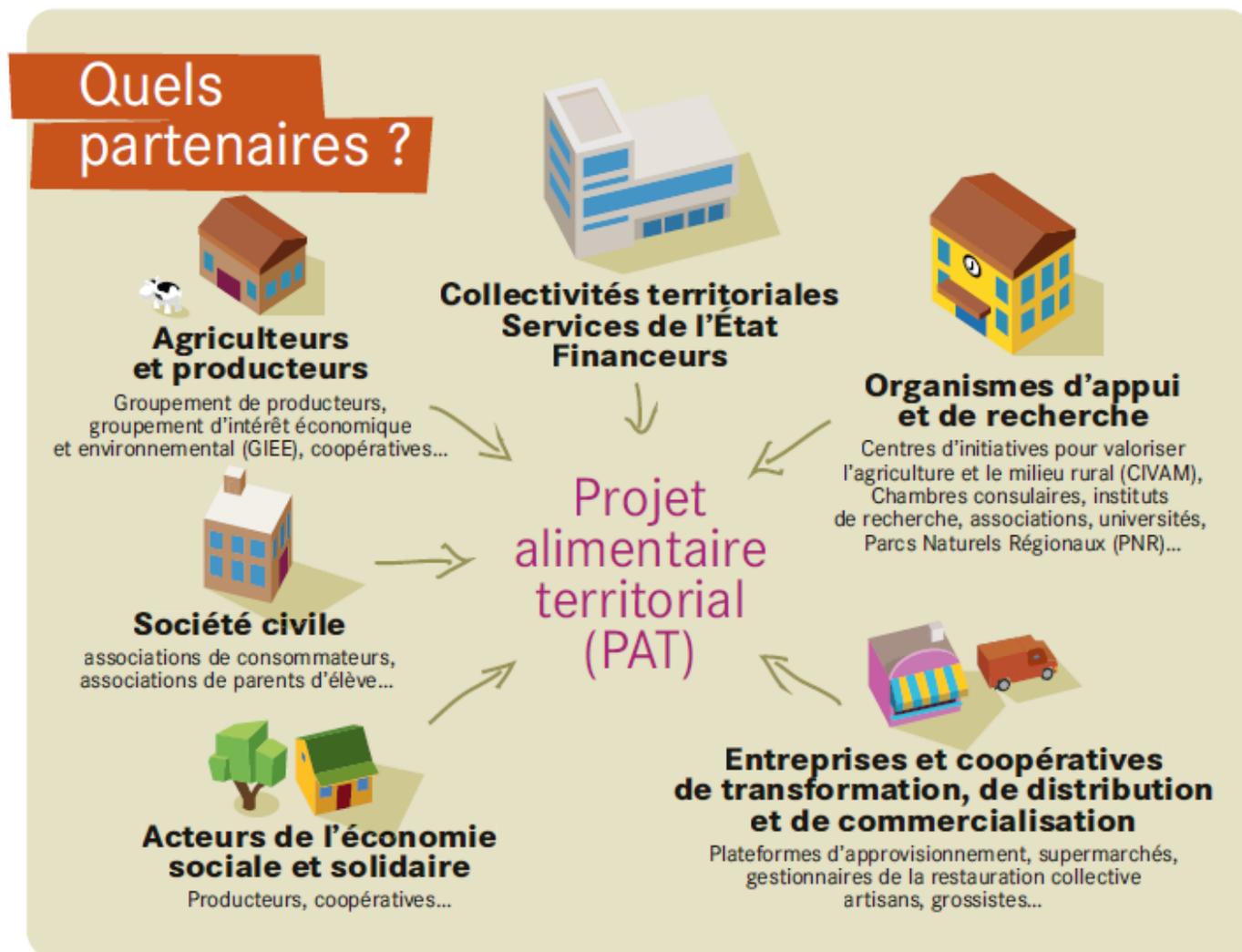


Accompagner les porteurs de projet (circuits courts, éducation alimentaire, lutte précarité alimentaire ...)

Fédérer les acteurs locaux dans une dynamique commune portant sur une offre alimentaire de qualité

Utiliser les savoir-faire ESS pour déployer les PAT

Action FA GT3 : Mettre en réseau les porteurs de PAT



Accompagner les porteurs de projet (circuits courts, éducation alimentaire, lutte précarité alimentaire ...)

Fédérer les acteurs locaux dans une dynamique commune portant sur une offre alimentaire de qualité

Utiliser les savoir-faire ESS pour déployer les PAT

Action FA4 GT3 : Alimentation durable et solidaire



Faciliter l'accès à une alimentation saine et durable aux publics les plus fragiles et isolés

Favoriser l'émergence de solutions logistiques innovantes

Soutenir structures et projets visant la mise à disposition d'une alimentation de qualité pour tous

Action FA5 GT3 : Coordonner l'émergence d'une restauration collective de qualité et durable

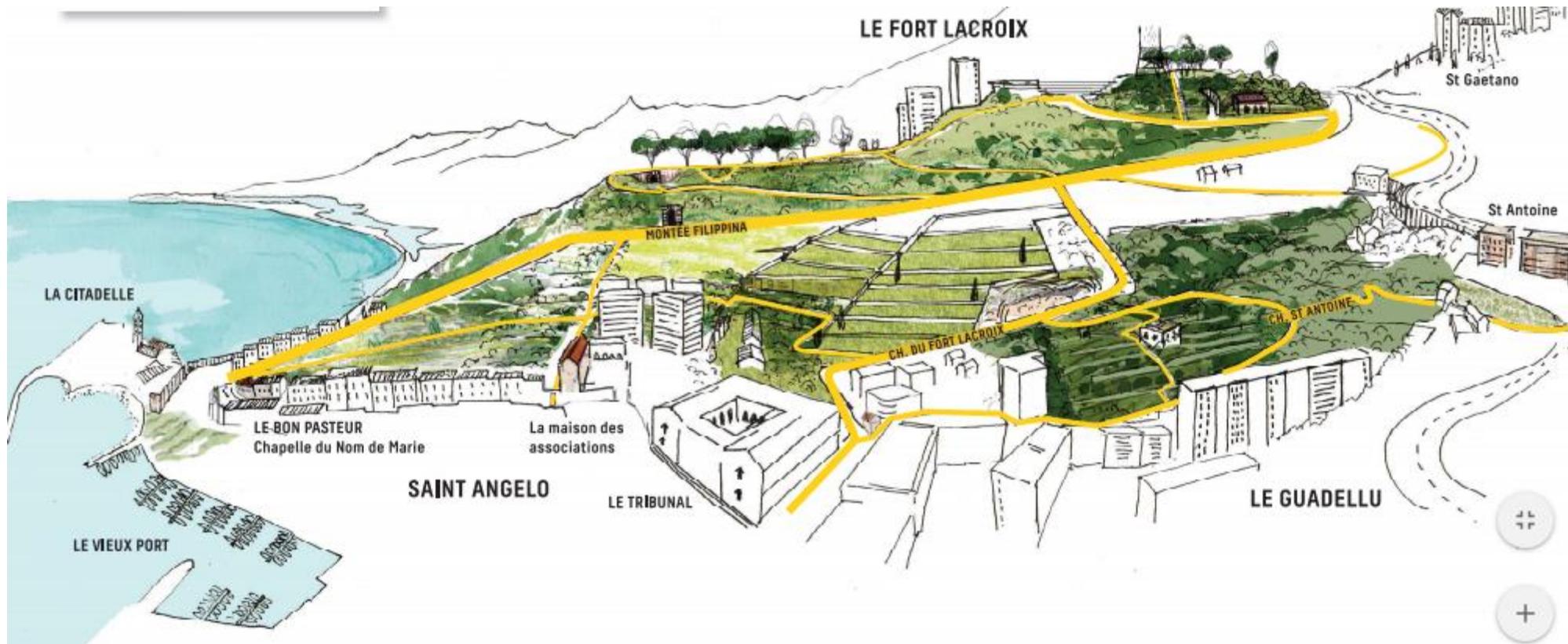


Lutter contre le gaspillage alimentaire

Créer une plateforme de proximité regroupant les producteurs locaux

Approvisionner la RC en produits locaux, de qualité, bio

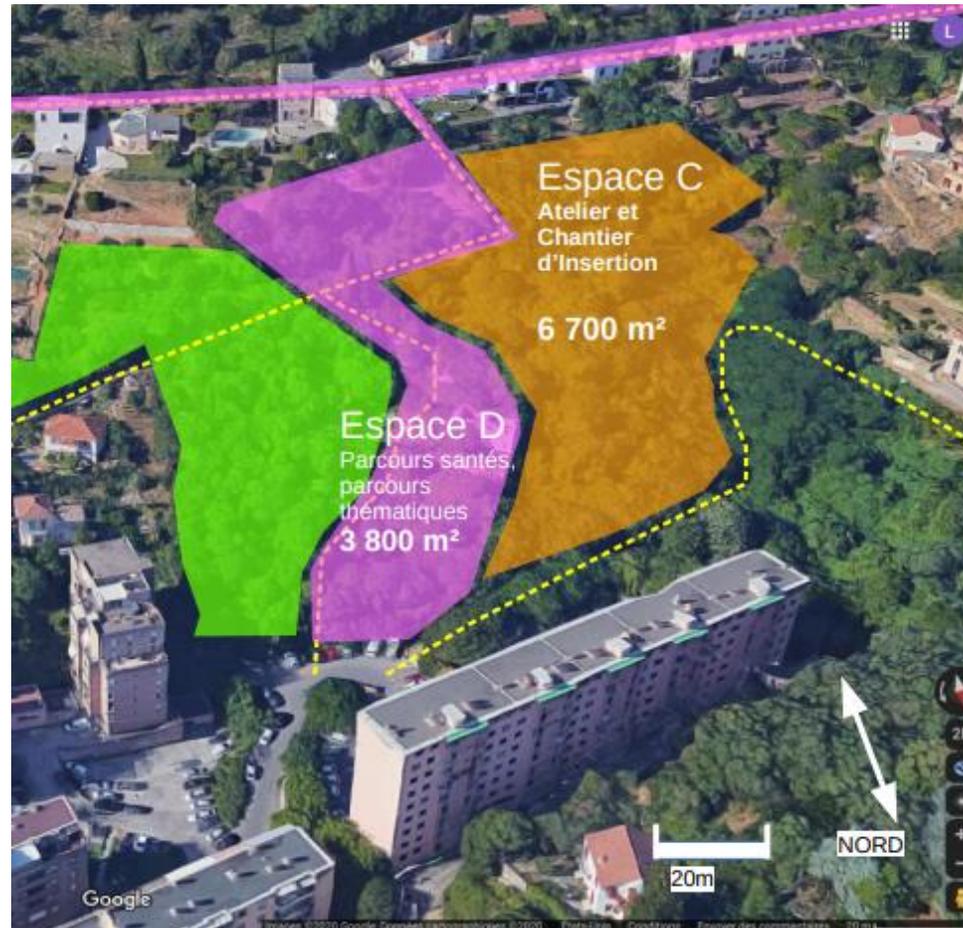
Projet FP1 GT3 : Les Jardins en permaculture de Guardellu



Projet FP1 GT3 : Les Jardins en permaculture de Guardellu



Projet FP1 GT3 : Les Jardins en permaculture de Guardellu



Formation et sensibilisation à la biodiversité, permaculture, gestion différenciée des espaces verts

Créer des parts d'emploi pour des publics en difficulté dans leur accès à un travail durable

Associer mise en valeur du quartier et intérêts pédagogiques multiples

Projet FP2 : Former les aides à domicile pour améliorer l'alimentation de la personne âgée au domicile



Formation avec un chef, à la préparation des repas des personnes âgées : équilibre alimentaire et saveurs

Améliorer la santé des bénéficiaires (apport calcique, non monotonie, aider à changer les habitudes)

Motiver les aides à domicile avec une formation valorisante



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT



Concept de PAT

- Définition : art 1 de la LAAF du 13/10/2014
- *"Les actions répondant aux objectifs du programme national pour l'alimentation et aux objectifs des plans régionaux de l'agriculture durable, peuvent prendre la forme de projets alimentaires territoriaux. Ces derniers visent à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs et à développer l'agriculture sur les territoires et la qualité de l'alimentation."*





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT



Concept de PAT

- Rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs.
- Développer l'agriculture sur les territoires et la qualité de l'alimentation.
- Elaboration concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire.
- Objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial.
- Consolidation de filières territorialisées et développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique.





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Concept de PAT

- Doit s'articuler avec des politiques de développement du territoire :
 - PADDUC
 - Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)
 - Contrats de ruralité
 - Plan de massif
 - Contrat de Plan Etat Région
 - Agenda 21



Mesure Projets Alimentaires Territoriaux du plan de relance



2 volets :

- Volet A : AAP national doté de 7,5 M€ (2M€ les années précédentes) pour les PAT émergents = diagnostic, études, animation, gouvernance
- Volet B : CPER à négocier avec la Collectivité, 868 000€ pour la Corse, pour les projets mûrs (labellisés) = financement du plan d'action, investissement, animation

Actuellement 3 PAT signés entre Préfet et collectivités :

- PETR Ornano-Taravo-Valinco-Sartenais signé en 2018
- Comcom Fium'Orbu Castellu signé en 2019
- Parc Naturel Régional de Corse signé en 2020

D'autres en cours ou à venir :

- Comcom Ile-Rousse Balagne : diagnostic fait, finalisation du plan d'actions
- CAPA : PAT déposé dans le cadre de l'AAP « économie circulaire » ADEME-OEC-DREAL-DRAAF-ATC
- Comcom Costa Verde : non retenu l'an dernier à retravailler
- Pas encore PAT : Bastia, Furiani, Lycée agricole Borgo, Porto-Vecchio, Figari, ...



Mesure Projets Alimentaires Territoriaux



- **1^{er} contact** pris mercredi 02/12 avec la CdC : DGA aménagement et développement des territoires :
 - Ok pour être le chef de file de la rédaction côté Collectivité en associant les autres DGA et agences et offices
 - Abondera via le fonds Montagne
 - Financement alternatif envisagé (non éligible montagne ou non labellisé)
- **Axes** : justice sociale, approvisionnement des cantines, développement de filières protéines végétales, installations, circuits courts
- **Possibilité d'un système transitoire** avant contractualisation effective pour engager les crédits en 2021
- **5 régimes d'aides identifiés** : 3 régimes notifiés et 1 exempté dans le domaine agricole + « de minimis »

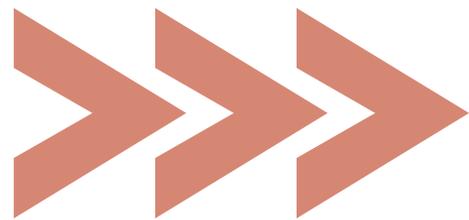


Circuits courts alimentaires

Enjeux Circuits courts

impact circuit court sur la dynamique territoriale

Les circuits courts alimentaires consistent en une relocalisation de tout ou partie du circuit de distribution alimentaire sur un territoire. Il y a une forte attente des français liée aux scandales alimentaires et à la croissance des préoccupations sur la santé. Ainsi, bien qu'un agriculteur sur cinq vende en circuit-court, l'offre peine à suivre. En outre, les territoires manquent d'outils de transformation (abattoirs, légumeries...) pour valoriser la production locale sur place. Enfin, toutes les formes de circuits courts n'ont pas le même apport au territoire en termes de cohésion : les échanges entre collectifs (de producteurs et de consommateurs) sont plus créateurs de lien que les échanges entre un producteur et un consommateur. En termes d'impacts, les circuits courts alimentaires ne sont pas nécessairement la solution miracle et exempte de défaut qui est si souvent présentée. Ainsi, au niveau social, les circuits courts contribuent à renforcer les liens entre acteurs mais ce rapprochement dépend fortement du mode d'organisation retenu. Sur le plan économique, les circuits courts permettent une meilleure valorisation des productions locales, le maintien d'emploi sur le territoire et la diversification des activités des producteurs. Toutefois, les exploitations ne dépendant que des circuits courts sont fragiles économiquement et la charge de travail pour les producteurs est importante et interroge la durabilité d'un tel système. D'un point de vue environnemental, les circuits courts vont souvent de pair avec l'utilisation de modes de production plus respectueux de l'environnement comme l'agriculture biologique. Cependant, la performance environnementale est liée à la mise en place de pratiques agroécologiques. En outre, alors que le rapprochement du producteur au consommateur pourrait réduire l'empreinte écologique, le manque de maîtrise logistique grève le bilan carbone. Au niveau territorial, les circuits courts permettent d'améliorer le lien entre villes et campagnes en favorisant une meilleure connaissance mutuelle entre paysans et citoyens. Toutefois, ils font encore trop peu partie d'un projet de territoire et le manque de lien entre les initiatives réduit leur impact.



GT #4 - L'ESS en faveur de la mobilité durable et inclusive

GT #4 - L'ESS en faveur de la mobilité durable et inclusive

Co-pilotage :

Sophie RASPAIL

Chargée de mission mobilité et aménagement
Agence d'Aménagement, d'Urbanisme et
d'Energie de la Corse

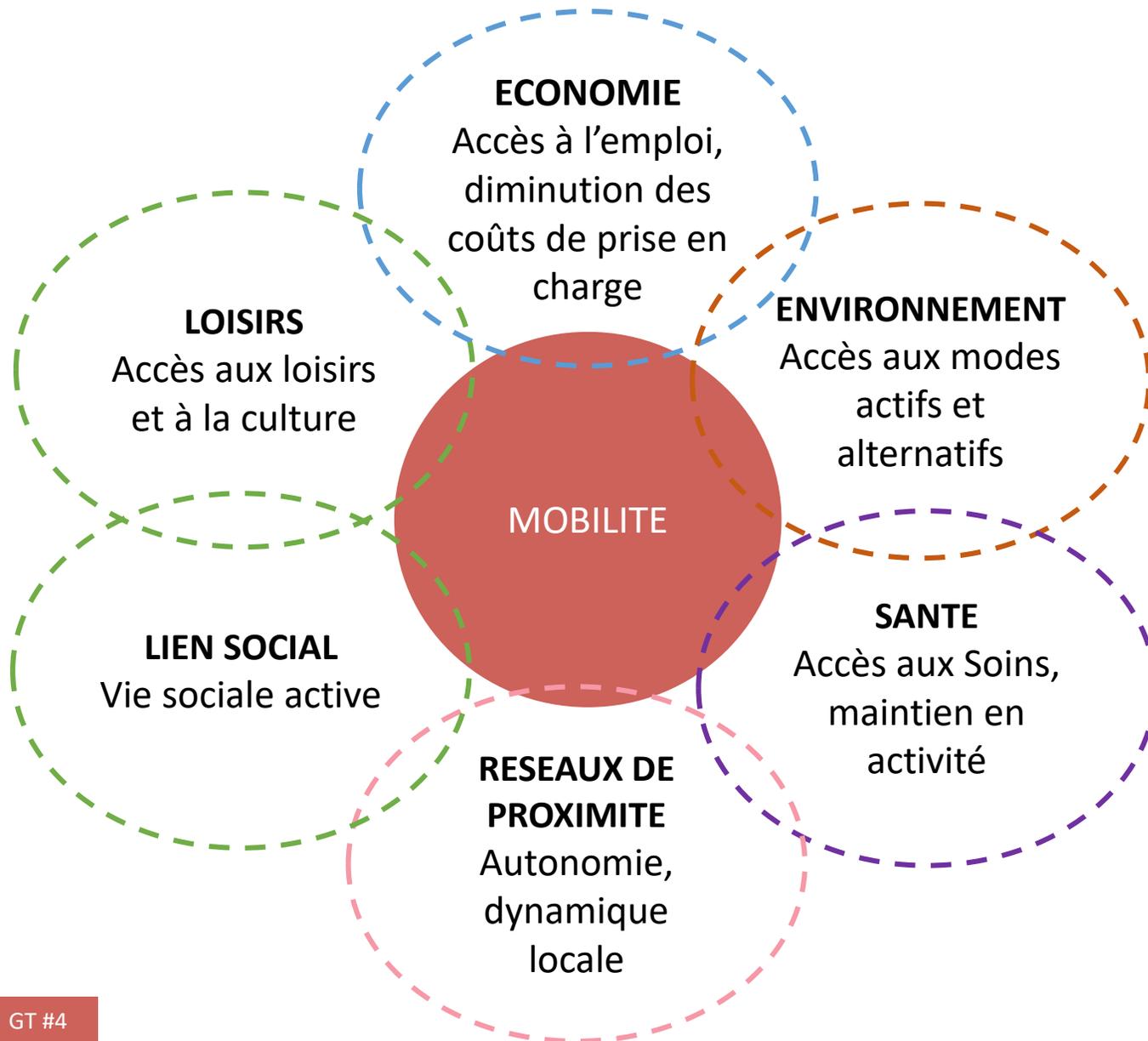
Marie-Florence DABRIN

Coordinatrice
Corse Mobilité Solidaire

Nombre de participants :

25

Enjeux mobilité économiques, sociaux et environnementaux



« Les droits au travail, au logement, à l'éducation, aux loisirs, à la santé, etc., passent ainsi par une sorte de **droit générique** qui commande tous les autres, le **droit à la mobilité** »

Jean-Pierre Orfeuil, 2011

Vidéo : qu'est-ce que la mobilité inclusive ?

Agir pour la mobilité inclusive, qu'est-ce que c'est ?

**28% DES PERSONNES
EN INSERTION
PROFESSIONNELLE
ABANDONNENT
LEUR EMPLOI
OU LEUR FORMATION
POUR DES RAISONS
DE MOBILITÉ.**

28%

Copier le li...

The infographic features a dark blue background. On the left, the text is stacked in white, bold, uppercase letters, with each line underlined. A large teal circle on the right contains the percentage '28%' in white. A black play button icon is positioned between the text and the circle. In the top left corner is the TOTAL logo, and in the top right corner is a copy icon with the text 'Copier le li...'. A white play button icon is also visible in the top right corner of the video frame.

Droit à la mobilité recouvre l'ensemble des enjeux de mobilité (> infrastructures et transports collectifs)

Elaboration de **plans d'action sur la mobilité solidaire** à l'échelle des bassins de mobilité, commun entre collectivités et acteurs de la solidarité et de l'emploi.

Incitation des intercommunalités à se saisir de la **compétence mobilité**, qui comprend les **services de transport solidaires**.

La compétence mobilité...

Une compétence globale sur l'ensemble des services de mobilité



Transport Régulier



Transport Scolaire



Transport à la demande



Mobilités Actives



Mobilités Partagées



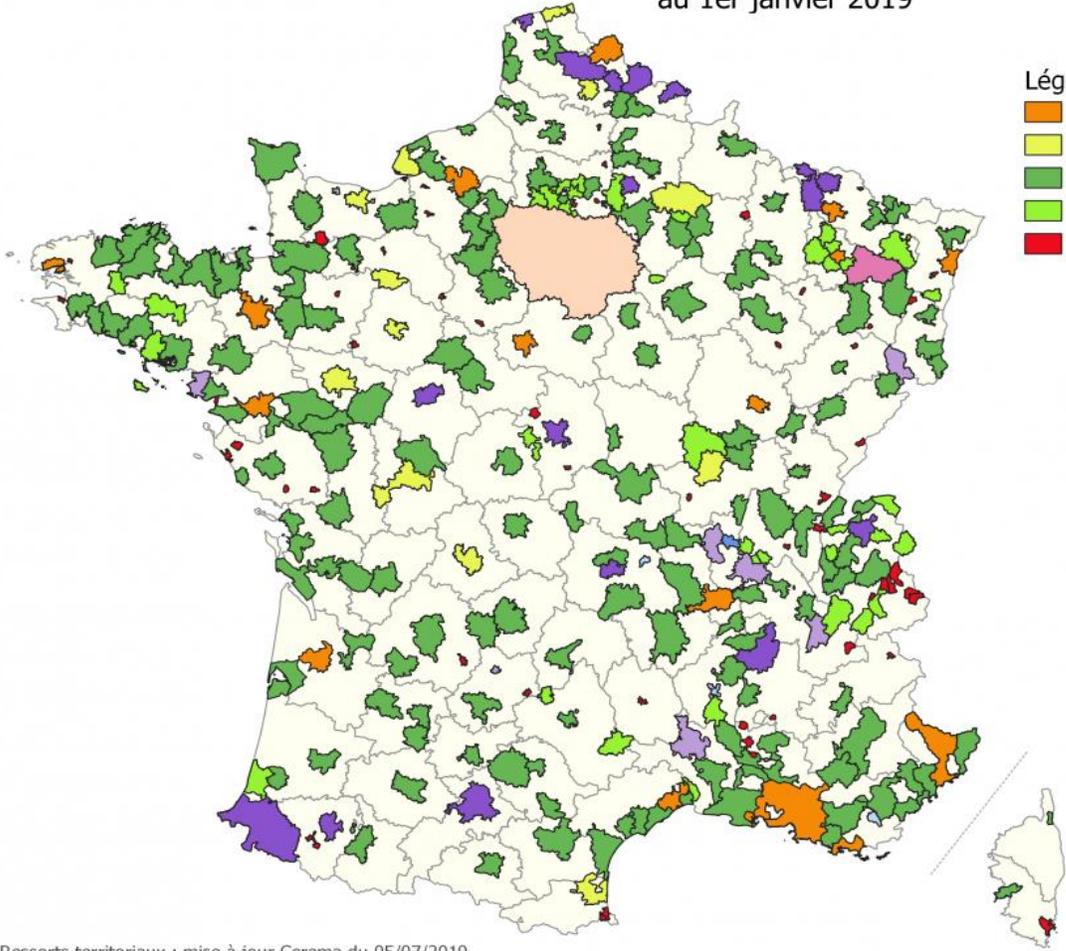
Transport solidaire

De trop nombreuses zones blanches de la mobilité

Autorités organisatrices de la mobilité et ressorts territoriaux
au 1er janvier 2019



- Légende
- | | |
|------------------------|--------------------------|
| Île-de-France Mobilité | Île-de-France Mobilité |
| Métropole | EPL Martinique Transport |
| CU | SIVU |
| CA | SMF |
| CC | SMO |
| Commune | SM-SRU |
| | PETR |

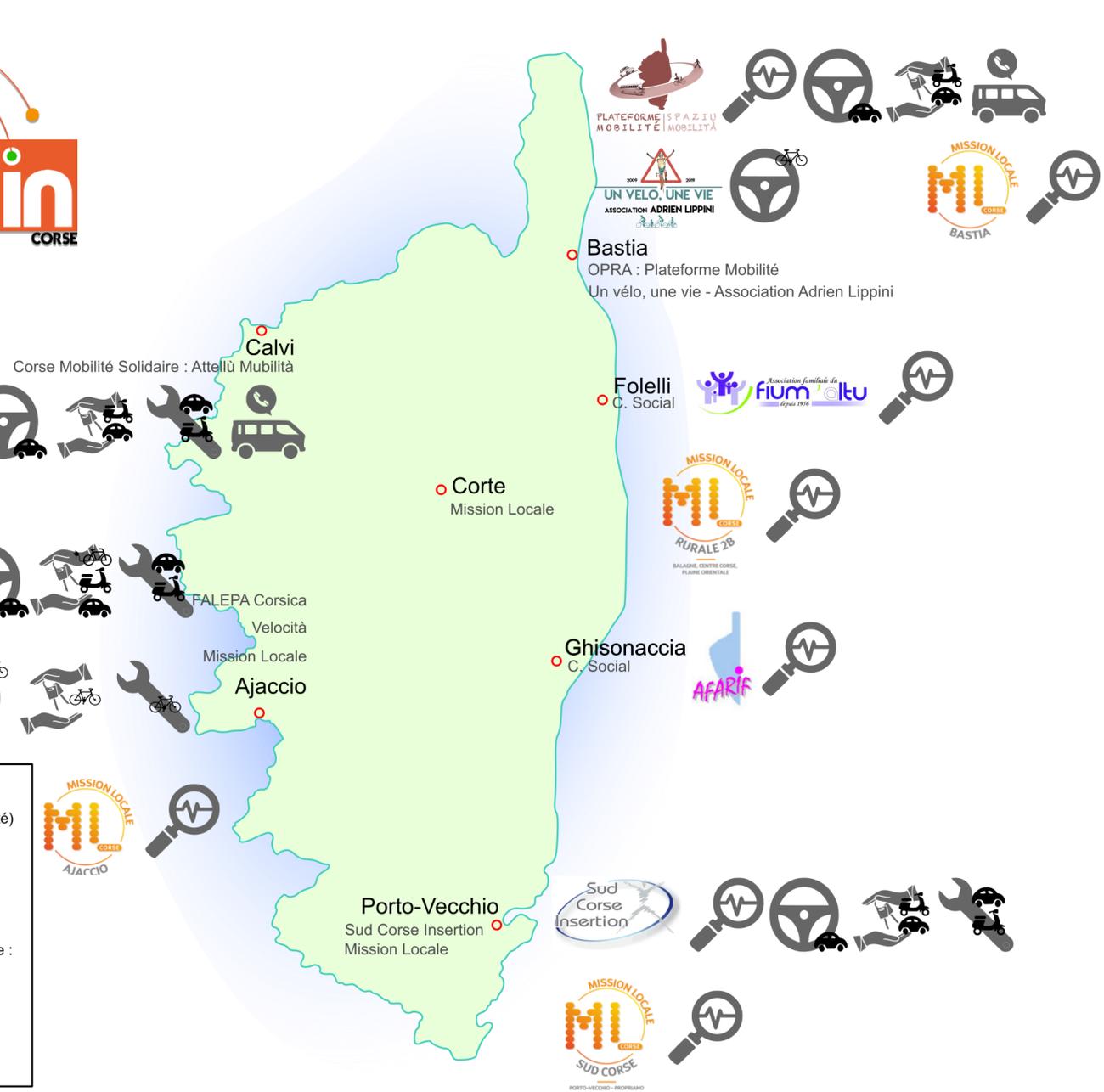


Ressorts territoriaux : mise à jour Cerema du 05/07/2019





- Services proposés :**
- Accompagnement (Diagnostic / Parcours mobilité)
- Savoir bouger (compétences) :**
- Vélo-école
 - Auto-école Sociale
- Pouvoir bouger (moyens) :**
- Mise à disposition de véhicule : vélo, 2 roues, voiture
 - TàD : Transport à la Demande
 - Garage Solidaire : voiture, 2 roues, vélo



Co-Pilotage GT4 Mobilité durable & inclusive

25 personnes / entités associées au groupe de travail

Copilotage :



- ❖ Objectif n°1 : Mieux se déplacer
- ❖ Objectif n°2 : Moins de déplacements

Objectif 1 : Mieux se déplacer

→ Pas de zone blanche sans transport collectif grâce à l'ESS

- Du Transport à la Demande pour répondre aux problématiques individuelles
- Du Transport à la Demande pour Personnes à Mobilité Réduite



Objectif 1 : Mieux se déplacer

→ Apprendre à se déplacer avec l'ESS

- Une Plateforme territoriale de mobilité (portée par MOB IN CORSICA) pour coordonner l'offre régionale en matière de mobilité inclusive
- Doter les territoires de centres locaux de mobilité *dont auto-écoles associatives, PF, Garages...*
- Permettre la mise « en route » des plans de mobilité employeur comme trait d'union ESS / sphère privée

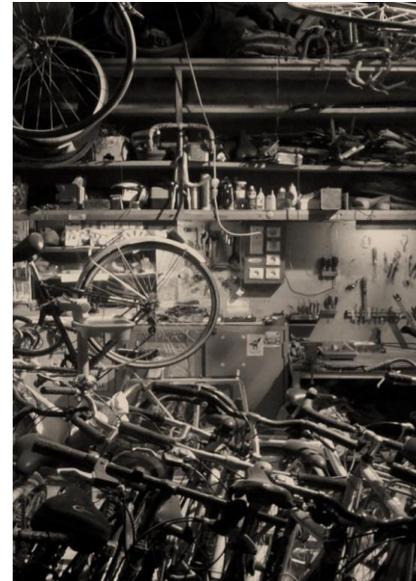


Objectif 1 : Mieux se déplacer

→ Etre autonome dans ses déplacements

- Consolider le rôle des Garages solidaires
- Encourager le développement des Ateliers vélo et des Vélo-écoles
- *Promouvoir l'économie du partager par la location de véhicules solidaires**

* Inclus dans centres de mobilité



Objectif 2 : Moins de déplacements

→ Rapprocher les services de la population

- Les services de « mobilité inversée » au chevet du rural
- Encourager le recours aux tiers-lieux, au télétravail, aux relais d'entreprises, espaces coworking...

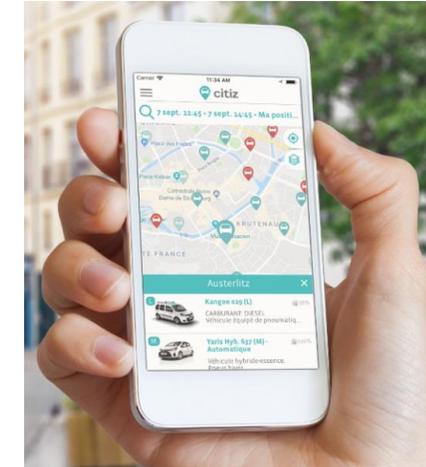


**« la mobilité la plus rapide,
la moins couteuse,
la moins polluante
est celle que l'on ne fait pas »**

Objectif 2 : Moins de déplacements

→ Limiter l'autosolisme

- Structurer les solutions d'autopartage et organiser l'offre de mise à disposition en libre service
- Intégrer pleinement le covoiturage courte distance comme dans l'offre multimodale



Objectif 1 : Mieux se déplacer

→ Pas de zone blanche sans transport collectif grâce à l'ESS

- Transport à la Demande
- Transport à la Demande pour Personnes à Mobilité Réduite

→ Apprendre à se déplacer avec l'ESS

- Plateforme territoriale
- Centres de mobilité *dont auto-écoles associatives*
- Plans de mobilité employeur

→ Etre autonome dans ses déplacements

- Garages solidaires
- Ateliers vélo
- Vélo-écoles
- *Locations de véhicules solidaires**

** Inclus dans centres de mobilité*

Objectif 2 : Moins de déplacements

→ Rapprocher les services de la population

- Services de mobilité inversée
- Tiers-lieux

→ Limiter l'autosolisme

- Autopartage
- Covoiturage



Conclusion

+ 70 participants

34 fiches actions

23 fiches projets

ETAPE SUIVANTE : Mise en œuvre opérationnelle - comité technique

Merci à l'ensemble des partenaires et acteurs qui ont participé à la réalisation de ce document.



LES CHIFFRES CLES DE L'ESS EN CORSE

1 107

Etablissements employeurs



8 308

Emplois salariés

+ 9 000

Associations



+35 000

bénévoles

L'ESS, une réalité économique et sociale

1^{er} employeur en milieu rural

Rôle prépondérant en milieu rural où sa réponse aux **besoins locaux** ne se limite pas à la création d'emplois, mais y est aussi vectrice de **lien social** et de **service de proximité**.



Pourquoi l'ESS est importante en Corse ?

Parce qu'elle agit sur des domaines qui ne sont ni couverts par les institutionnels, ni par les entreprises du secteur marchand. Et qu'elle répond à des besoins concrets.

L'aide aux
personnes

L'aide à la création
d'entreprises et aux
porteurs de projets

La promotion d'une
alimentation locale
et durable

Le recyclage

La mobilité

L'inclusion

L'insertion

La culture

Le sport